

(N° 423)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1924.

PROJET DE LOI CONCERNANT LA FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsque fut instauré le nouveau régime fiscal, l'incertitude quant à son rendement, même approximatif, ne permettait pas de se rendre compte si les parts attribuées aux provinces et aux communes dans le produit des impôts d'État, seraient suffisantes pour couvrir, avec quelques taxes spéciales, les dépenses des pouvoirs intéressés. L'expérience fut décisive, non pas que les résultats de l'application des nouveaux impôts avaient amené des déceptions, mais parce que la guerre et la période qui la suivit immédiatement, avaient mis les provinces et la plupart des communes dans une situation financière particulièrement difficile; d'autre part, l'impossibilité dans laquelle l'Administration s'est trouvée, par suite du vote tardif du projet devenu la loi du 3 août 1920, d'appliquer dès le début de 1920 l'impôt sur les revenus, priva les provinces et les communes de rentrées régulières et les obligea à contracter des emprunts dont les charges pèseront encore longtemps sur leurs budgets.

Afin de trouver un remède à cette situation, le Gouvernement créa, par arrêté du 13 avril 1921, une « Commission fiscale » composée de personnalités compétentes du Parlement, des Administrations provinciales et communales ainsi que de l'Administration centrale; après une étude approfondie des diverses questions dont elle fut saisie, cette Commission formula des suggestions dont les lois des 16 et 19 juillet 1922 furent la consécration.

Bien qu'ensuite de ces mesures, la situation financière des provinces et des communes se soit sensiblement améliorée, beaucoup de ces dernières ne parvinrent pas à équilibrer leur budget. A maintes reprises, l'attention du Gouvernement fut, au Parlement, attirée sur ce point et toute la question de la fiscalité provinciale et communale fut remise en discussion lorsque la Chambre eut à examiner le projet devenu la loi du 27 mars 1924, qui rendait applicables à l'exercice 1924, les dispositions de la loi prérappelée du 16 juillet 1922. Partisans et adversaires de l'autonomie absolue des provinces et des communes en matière fiscale défendirent leur point de vue respectif avec une égale ardeur;

H

la discussion menaçait de se prolonger sans perspective de solution pratique. C'est alors que le Gouvernement décida de faire revivre la commission fiscale, fortement élargie. Placée, comme la première fois, sous la présidence éclairée de M. DAMOISEAU, Gouverneur du Hainaut, la Commission marqua d'abord dans un vœu, son désir de voir la politique du Gouvernement s'orienter vers un retour à l'autonomie fiscale des provinces et des communes.

Comme au Parlement, les défenseurs de l'autonomie complète firent entendre leur voix; ils demandèrent la suppression des parts fixes dans le produit des impôts et pleine liberté pour les provinces et pour les communes d'établir leurs taxes sous le seul contrôle des Députations permanentes et du Pouvoir central.

Quoique partisans de la plus large autonomie des provinces et des communes, des membres de la Commission signalèrent combien serait peu heureuse la suppression des parts fixes : obligation pour toutes les communes de prendre fréquemment des délibérations fixant le taux des centimes et pour les autorités compétentes d'approuver ou d'improver ces délibérations dans des délais relativement restreints; impossibilité d'établir des additionnels à la taxe sur les revenus des valeurs mobilières et aussi à la taxe professionnelle retenue à la source, ce qui nécessiterait la multiplicité des barèmes. Ces considérations rallièrent la majorité de la Commission au maintien du régime des parts fixes. Quant aux additionnels, leur nombre ne fut limité que pour un terme de cinq ans, de façon à éviter pendant cette période toute fiscalité excessive. Si d'ici lors une nouvelle limitation n'intervient pas, les provinces et les communes retrouveront leur autonomie entière sous le contrôle et l'autorité des Députations permanentes et du Pouvoir central.

La Commission estima au surplus — et le Gouvernement partage cette manière de voir — que la perception d'additionnels à certains impôts n'exclut pas le droit, pour les provinces et les communes, de maintenir ou d'établir, si la nécessité ou l'opportunité en est suffisamment démontrée, des taxes sur des indices d'activité industrielle ou commerciale (force motrice, surface de chauffe, nombre d'ouvriers, etc.).

Il est indispensable, en effet, que les provinces et les communes qui sont astreintes à des dépenses inéluctables et permanentes, puissent compter sur des recettes ayant un certain caractère de fixité. Or, il n'en serait pas ainsi si la plus grande part des ressources provinciales et communales devait provenir uniquement de la réalisation — toujours aléatoire ou variable — de bénéfices industriels ou commerciaux. C'est pourquoi la perception de taxes de l'espèce s'impose dans certains cas; mais celles-ci ne peuvent pas atteindre directement les bénéfices; dans ce cas, en effet, la double imposition, que toute la législation actuelle condamne, serait flagrante. Il reste entendu, d'autre part, que la suppression des taxes communales sur le bétail est maintenue. (Art. 3 de la loi du 27 mars 1924.)

Il ne cessa de régner au sein de la Commission, même dans les discussions les plus animées, une atmosphère de confiance réciproque et le plus vif désir d'aboutir à une solution satisfaisante conciliant tous les intérêts en présence. Aussi peut-on dire que le projet de loi ci-joint que, sur les ordres du Roi, nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, est celui de la Commission fiscale tout entière.

Nous en analysons ci-après les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER.

Aux termes du § 2 de l'article 59 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, les sommes non recouvrées dans les délais impartis sont productives, *au profit du Trésor*, d'un intérêt de 6 p. c. pour la durée du retard.

On a signalé qu'il serait juste de répartir cet intérêt entre l'État, les provinces et les communes, eu égard à leurs parts respectives dans le montant des impôts recouvrés tardivement.

Si, en principe, ce raisonnement est fondé, on ne peut cependant perdre de vue que l'État a fait, pendant ces dernières années, d'importantes avances aux provinces et aux communes, notamment pour la mise en application des lois sociales; rien qu'en ce qui concerne les pensions de vieillesse, il a avancé en 1921 et 1922 des sommes considérables dont la récupération s'étendra sur une période quinquennale qui a commencé en 1923 (arrêté royal du 7 mars 1923, *Moniteur* des 19-20 de ce mois, n° 78-79).

Toutefois, comme on peut envisager un retour prochain à une situation normale, il paraît équitable de donner satisfaction *pour l'avenir* aux revendications susvisées.

A cette fin, l'article 1^{er} dispose que la répartition des intérêts de retard se fera, par année, proportionnellement au rapport existant, pour chaque province ou pour chaque commune, entre le montant respectif des revenus provinciaux ou communaux (quotes-parts, additionnels ou taxes) perçus par les receveurs de l'État et le montant total des recouvrements en matière d'impôts directs.

Exemple : Dans une localité déterminée, le montant total des recouvrements en matière d'impôts directs s'élève à la fin de l'année à 10 millions, dont 2,5 millions reviennent à la commune; le montant des intérêts de retard perçus s'élève à 40,000 francs. Cette dernière somme sera attribuée à la commune dans la proportion de $\frac{2,5}{10}$ ou de un quart, c'est-à-dire que 10,000 francs lui seront versés par le receveur des contributions.

De même si, pour une province, le montant total des impôts recouvrés atteint pour une année déterminée 50 millions, dont 10 millions représentent des revenus provinciaux, les intérêts de retard recouvrés pendant la dite année, à supposer qu'ils s'élèvent pour toute la province à 200,000 francs, seront attribués à celle-ci dans la proportion de $\frac{10}{50} = \frac{1}{5}$, c'est-à-dire à concurrence de 40,000 francs. Cette opération se fera annuellement à l'intervention de l'Administration de la Trésorerie.

On estime que l'article 1^{er} donnera aux provinces et aux communes environ 4 millions de ressources nouvelles.

ART. 2.

Actuellement, le taux de la remise pour frais de perception des parts et des additionnels provinciaux et communaux est fixé à 5 % par l'article 75 des lois coordonnées prérappelées.

Par frais de perception on ne doit pas seulement entendre les frais inhérents au simple recouvrement des impôts, mais également ceux qu'exige leur *établissement* (administration centrale, service spécial, direction provinciale, service du cadastre, inspections et contrôles, imprimés, etc.). Aussi, le pourcentage de 5 % fixé par la loi de 1919 était-il en rapport avec les véritables frais d'administration à cette époque. Il résulte toutefois d'un récent travail que, grâce au rendement croissant des impôts, ce coefficient est descendu à 4 % environ et tout permet d'espérer qu'il diminuera encore dans l'avenir à mesure qu'augmenteront les perceptions.

Pour sauvegarder les intérêts des provinces et des communes et serrer d'aussi près que possible la réalité, l'article 6 du projet abaisse de 5 à 4 % le taux de la remise dont il s'agit et prévoit que ce taux pourra être réduit par arrêté royal eu égard au rapport existant entre les frais d'administration afférents aux impôts directs et le montant global de ceux-ci, ce qui revient à dire que si, pour un exercice, les dépenses de l'Administration ne s'élèvent plus qu'à 3 %, par exemple, c'est à ce taux que sera calculée la remise en question.

L'article 2 aura pour effet de réduire les recettes de l'État d'environ 4,5 millions au profit des provinces et des communes.

ART. 3.

Sous le régime actuel, les provinces et les communes obtiennent par parts égales la moitié de la taxe mobilière au taux plein (10 %) sur les revenus des actions ou parts y assimilées; les unes et les autres ont donc respectivement un quart de cet impôt, soit fr. 2.50 sur 10 francs d'impôt, mais elles ne profitent en rien des 50 centimes additionnels que l'article 2 de la loi du 28 mars 1923 a établis *au profit exclusif de l'État*.

Comme ce sont surtout les grandes villes et les localités industrielles, sièges de sociétés par actions, qui souffrent de difficultés financières, il semble que le meilleur moyen d'y remédier c'est d'attribuer aux communes une part plus importante dans le produit du dit impôt, sous réserve d'une nouvelle péréquation. A cette fin, l'article 3 attribue aux provinces deux quinzièmes et aux communes quatre dixièmes de la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions ou parts y assimilées, *y compris les additionnels établis par la loi prérappelée du 28 mars 1923*, c'est-à-dire que sur une taxe de 15 francs les provinces toucheront 2 francs et les communes 6 francs au lieu de fr. 2.50 pour les unes et les autres. Afin de compenser le préjudice que les provinces subiront de ce chef, le projet leur attribue un dixième du principal de la taxe mobilière de 10 % sur les revenus des capitaux investis en Belgique.

Actuellement cette taxe revient exclusivement à l'État, mais les communes ont la latitude d'y établir 50 centimes additionnels. Il a paru qu'à raison du caractère local du dit impôt qui, par sa base, a quelque analogie avec la contribution foncière, les provinces et les communes devraient aussi en avoir une part et même pouvoir, les unes et les autres, établir des additionnels à cette taxe. C'est pourquoi le projet attribue aux provinces indépendamment d'un dixième dans le produit de la taxe dont il s'agit, le droit d'établir 15 centimes additionnels à cet

impôt; d'autre part, il assure aux communes une participation initiale de deux dixièmes dans le montant en principal de la dite taxe et porte de 50 à 60 le nombre maximum des centimes additionnels communaux y afférents.

Par contre, quant à la taxe professionnelle, dont la moitié était répartie jusqu'à présent, par parts égales, entre les provinces et les communes, le projet réduit cette participation à un dixième pour les provinces et à deux dixièmes pour les communes tout en les autorisant à établir respectivement 15 et 60 centimes additionnels au dit impôt. La restriction des quotes-parts dont il s'agit s'impose eu égard aux avantages consentis en matière de taxe mobilière.

Ainsi qu'on pourra s'en convaincre par l'examen des tableaux (annexe A), la répartition proposée sera favorable aux provinces et aux communes; dans l'ensemble, elle procurera aux premières environ 16 millions de ressources nouvelles et aux secondes plus de 74 millions (y compris les additionnels ordinaires supplémentaires prévus en matière de contribution foncière (5 pour les provinces et 20 pour les communes). Encore, ne sont-ce là que des résultats approximatifs basés sur la moyenne des impôts de 1921 et de 1922. On a tout lieu de croire que l'exercice 1924 sera d'un rendement beaucoup meilleur, notamment quant aux taxes mobilières sur les revenus des actions et des autres capitaux investis. Aux termes du § 3 de l'article 3, la répartition des parts s'opérera par région ou agglomération, en tenant compte des établissements situés dans les différentes provinces. Comme il est déjà de pratique dans le système actuel, la répartition sera réglée par arrêté royal : ainsi, les retouches dont l'expérience démontrerait l'utilité pourront être réalisées sans l'intervention de la législature. Sauf meilleur avis, deux dixièmes de la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions pourraient être attribués à la commune du siège social ou de la situation des établissements industriels; les deux autres dixièmes seraient répartis entre les communes d'une même agglomération ou région selon des éléments à déterminer, par exemple au prorata de la population. Ce système tiendrait compte de l'interpénétration des communes d'une même agglomération ou région. N'est-il pas logique, par exemple, que tous les faubourgs de *Bruxelles* aient une part dans la taxe sur les revenus des sociétés bancaires ou des grands établissements de nouveautés de la Capitale, dont la clientèle est éparpillée dans toute l'agglomération?

La détermination des agglomérations sera faite de manière à ne léser en aucune manière les grandes villes.

ART. 4.

§ 1^{er}. — L'article 4 tend à abroger l'article 83 des lois coordonnées, lequel interdisait, d'une manière absolue, l'application d'additionnels provinciaux ou communaux aux impôts cédulaires et à la supertaxe et à y substituer un texte reconnaissant formellement à ces pouvoirs le droit d'établir dorénavant des additionnels aux impôts sur les revenus, à l'exception toutefois : 1° de la taxe mobilière autre que celle qui atteint les revenus des capitaux investis en Belgique; 2° de la taxe professionnelle sur les bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie; 3° de la taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions; 4° de la supertaxe.

Des considérations d'ordre technique s'opposent à l'application d'additionnels

provinciaux ou communaux, à la taxe mobilière et à la taxe professionnelle retenues à la source et des raisons de principe ne permettent pas de frapper d'additionnels de l'espèce l'impôt afférent aux bénéfices réalisés hors du pays. Quant à la supertaxe qui atteint des revenus situés dans diverses communes et même à l'étranger, la Commission fiscale a estimé qu'en égard à cette circonstance et au taux élevé de cet impôt, qui peut atteindre 30 %, il serait illogique et même dangereux, au point de vue d'un bon rendement, d'autoriser les provinces et les communes à y établir des additionnels.

En résumé, la disposition proposée consacre *définitivement* le principe de l'établissement d'additionnels aux impôts cédulaires ayant un caractère local incontestable; elle modifie en outre la limitation prévue par les lois provisoires des 16 juillet 1922 et 27 mars 1924 en portant respectivement de 10 à 15 et de 50 à 60 le nombre des centimes additionnels que les provinces et les communes pourront établir au principal de certains impôts cédulaires. Le projet donne aux provinces un nouveau champ d'imposition en leur permettant d'établir des additionnels à la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis dans le pays et à la taxe professionnelle autre que celle qui est visée sous les n° 2° et 3° ci-dessus.

Pour obvier aux inconvénients que pourrait constituer, dans la période actuelle, la limitation dont il s'agit, il est prévu que si d'impérieuses nécessités budgétaires justifient semblable mesure les quotités fixées pourront être augmentées au maximum d'un tiers par arrêté royal motivé, contresigné par le Ministre des Finances et par son Collègue de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Les additionnels *extraordinaires* ne seront pas déductibles de la taxe mobilière. A raison de leur nature même, ils seront, en effet, essentiellement variables, puisqu'ils s'adapteront à des situations financières très diverses et momentanées. Permettre de les déduire, le cas échéant, d'autres impositions — par exemple en cas de distribution de bénéfices réservés — ce serait compliquer beaucoup les calculs et léser l'Etat ainsi que les communes qui pourraient se trouver dans la situation de ne plus rien toucher.

Le § 3 de l'article 4 ne fait que confirmer définitivement des pouvoirs de taxation accordés jusqu'ici à titre temporaire aux communes par les lois des 16 juillet 1922 et 27 mars 1924.

A l'occasion de la discussion de cette disposition, deux tendances se sont fait jour au sein de la Commission fiscale. Selon la première, l'entretien de la voirie devant profiter exclusivement à *l'occupant*, c'est celui-ci — qu'il soit propriétaire, locataire ou exploitant — qui doit en supporter la charge. Par contre, d'autres membres estimaient que le texte devait également prévoir pour les communes, la faculté de frapper le propriétaire seul des immeubles, l'existence de services de voirie étant de nature à augmenter la valeur des propriétés.

En réalité, il peut se présenter des cas où les communes auront intérêt, en vue d'assurer la perception de la taxe de voirie, à l'établir au nom du propriétaire; il en sera ainsi notamment pour les immeubles dits à logements multiples ainsi que pour les terrains à bâtir, ces derniers n'ayant à proprement parler ni occupant, ni exploitant.

La Commission s'est finalement ralliée au texte proposé, qui laisse aux conseils communaux toute latitude de régler les modalités d'application de

la taxe dont il s'agit, sous le contrôle des Députations permanentes et l'autorité du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Enfin, le § 4 de l'article 4 tend à consacrer législativement la jurisprudence administrative suivant laquelle les additionnels doivent, le cas échéant, être répartis proportionnellement sur les différents impôts; cette disposition étend, en outre, à la taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions la règle admise en ce qui concerne les additionnels. Un membre de la Commission, appuyé par plusieurs de ses collègues, a émis l'opinion que la Commission sortait du rôle qui lui avait été assigné en proposant au Gouvernement une disposition restreignant dans une parcelle mesure l'autonomie financière des communes et qu'il convenait de laisser aux Conseils communaux le droit de choisir, suivant les circonstances locales, les catégories de redevables auxquels on demandera l'impôt.

La majorité de la Commission ne s'est cependant pas ralliée à cette thèse, et a adopté le dit § 4 qui, tout en donnant satisfaction à plusieurs membres du Parlement, fixe un principe de justice distributive très intéressant au point de vue des contribuables, qu'il protège efficacement contre une répartition arbitraire des charges fiscales.

ART. 5.

Des considérations analogues à celles qui justifient la modification de texte proposée à l'article 4 militent en faveur d'une nouvelle rédaction de l'article 87 de la loi du 28 août 1921, relative à l'impôt sur le mobilier.

L'interdiction édictée par le texte primitif disparaît pour consacrer, au contraire, la faculté d'établir des additionnels provinciaux et communaux, avec cette modification que les dits additionnels, fixés primitivement à 10 et 40, pourront atteindre dorénavant 15 pour les provinces et 60 pour les communes, c'est-à-dire qu'ils sont augmentés de moitié.

ART. 6.

La disposition qui fait l'objet de l'article 6 reproduit, en lui donnant une portée plus générale, le texte de l'article premier, 2^e alinéa, de la loi du 27 mars 1924 concernant la fiscalité provinciale et communale; elle constitue une simplification administrative en ce qu'elle évite l'intervention du pouvoir central pour l'approbation des additionnels lorsque leur taux n'excède pas 25 pour chaque impôt.

ART. 7.

L'article 7 consacre l'abrogation qui résulte implicitement de l'article 3, § 1^{er}, litt. a, *in fine*.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
P. POULLET.

*Tableau indiquant, en milliers de francs, les conséquences du
Calculs basés sur les résultats présumés de l'exercice 1924, en tablant sur une taxe
de 50 millions et une taxe professionnelle de*

PROVINCES.	Contribution foncière.	TAXE MOBILIÈRE.							
	Produit de 20 centimes additionnels ordinaires dont la perception est proposée en plus des 40 cen- times autorisés actuellement ⁽¹⁾ .	Régime actuel.			Régime proposé.			Différence entre les colonnes 5 et 9.	
		Taxe de 10 % sur les revenus des actions : 1/4 (2).	Taxe sur les revenus des capitaux investis : 50 addition- nels au maximum ⁽³⁾ .	TOTAL des colonnes 3 et 4.	Taxe de 15 % sur les revenus des actions : 4/10 (2).	CAPITAUX INVESTIS			TOTAL des colonnes 6 à 8.
						quote- part initiale : 2/10.	addition- nels : 60 au maxi- mum (2).		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.	4,280	3,600	2,690	6,290	8,640	1,800	3,225	13,665	+ 7,375
Brabant	9,300	7,170	3,160	10,330	17,208	3,000	3,795	24,003	+ 13,673
Flandre Occidentale.	2 240	400	1,880	2,280	960	700	2,250	3,910	+ 1,630
Flandre Orientale. .	3,148	900	1,410	2,310	2,160	800	1,695	4,655	+ 2,345
Hainaut	4,160	3,900	2,070	5,970	9,360	1,600	2,475	13,435	+ 7 465
Liège	3,860	2,900	1,770	4,670	6,960	1,000	2,130	10,090	+ 5,420
Limbourg.	800	130	530	660	312	300	638	1,249,5	+ 589,5
Luxembourg	940	20	180	200	48	300	217	565,5	+ 365,5
Namur.	1,392	980	910	1,890	2,352	500	1,095	3,947	+ 2,057
TOTAUX. . fr.	30,120	20,000	14,600	34,600	48,000	10,000	17,520	75,520	+ 40,920

(1) Dans l'hypothèse où toutes les communes épuiserait leurs pouvoirs de taxation.

(2) Répartition approximative.

(3) Dans l'hypothèse où toutes les communes qui ont établi des additionnels en 1922 les maintiendraient en 1924.

(4) Le tableau ne tient pas compte de la remise pour frais de perception ; d'autre part, ces résultats sont inférieurs à la réalité, de nombreuses communes n'ayant pas fait usage ou épuisé les pouvoirs de taxation qui leur ont été conférés par la loi du 16 juillet 1922. Le rendement total des additionnels pourrait atteindre 30 millions (col. 8) et 108 millions (col. 15). Indépendamment des diis additionnels, le projet de loi prévoit l'établissement d'additionnels extraordinaires (col. 19 à 21), dont le rendement *total* pourrait être de 76,120,000 francs (col. 22).

projet de loi en ce qui concerne les ressources des communes.
 mobilière (actions) de 120 millions, une taxe mobilière (capitaux investis)
 180 millions (moyenne des années 1921 et 1922).

TAXE PROFESSIONNELLE.							Résultats généraux : contribution foncière et taxes mobilière et profession- nelle colonnes 2, 10 et 17 (*).	Produit des additionnels extraordinaires que les communes sont autorisées à établir en cas de nécessité (articles 4, § 2, 2 ^e alinéa du projet).			
Régime actuel.			Régime proposé.			Différence entre les deux régimes (colonnes 13 et 16).		Contri- bution foncière.	Taxe mo- bilière.	Taxe profes- sionnelle.	TOTAL.
1/4 (*).	50 addi- tionnels au maxi- mum (*).	TOTAL des colonnes 11 et 12.	Quote- part initiale : 2/10 (*).	60 cen- times ad- ditionnels au maxi- mum (*).	TOTAL des colonnes 14 et 15.						
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
8 000	15,200	23,200	6,400	18,240	24 640	+ 1,440	13,095	4,280	1,800	6,400	12,480
13,800	16,200	30,000	11,040	19,440	30,480	+ 480	23,453	9,300	3,000	11,040	23,340
3,250	5,350	8,600	2,600	6,420	9,020	+ 420	4,290	2 240	700	2,600	5,540
3,350	3,750	7,100	2,680	4,500	7,180	+ 80	5,573	3,150	800	2,680	6,630
7 850	8,700	16,550	6,280	10,440	16,720	+ 170	11,795	4,160	1,600	6,280	12,040
5,400	9,900	15,300	4,320	11,880	16,200	+ 900	10,180	3,860	1,000	4,320	9,180
650	900	1,550	520	1,080	1,600	+ 50	1,439.5	800	300	520	1,620
550	400	950	440	480	920	- 30	1,275.5	940	300	440	1,680
2,150	2,600	4,750	1,720	3 120	4,840	+ 90	3,539	1,390	500	1,720	3,610
45,000	63,000	108,000	36,000	75,600	111,600	+ 3,600	74,640	30,120	10 000	36,000	76,120

*Tableau indiquant, en milliers de francs, les conséquences du
Calculs basés sur les résultats présumés de l'exercice 1924, en tablant sur une taxe
de 50 millions et une taxe professionnelle de*

PROVINCES.	Contribution foncière.	TAXE MOBILIÈRE.					
	Produit de 5 centimes additionnels ordinaires dont la perception est proposée en plus des 10 centimes autorisés actuellement (1).	Régime actuel.	Régime proposé.			Différence en plus ou en moins entre les colonnes 3 et 7.	
		Taxe de 10 % sur les revenus des actions : 1/4 (2).	Taxe de 15 % sur les revenus des actions : 2/15 (2).	TAXE SUR LES REVENUS DES CAPITAUX INVESTIS			TOTAL des colonnes 4 à 6.
				quote-part initiale : 1/10.	addition- nels : 15 (1).		
1	2	3	4	5	6	7	8
Anvers.	1,070	3,600	2,880	900	1,350	5,130	+ 1,530
Brabant	2,325	7,170	5,736	1,500	2,250	9,486	+ 2,316
Flandre Occidentale .	560	400	320	350	525	1,195	+ 795
Flandre Orientale . .	787	900	720	400	600	1,720	+ 820
Hainaut	1,040	3,900	3,120	800	1,200	5,120	+ 1,220
Liège	965	2,900	2,320	500	750	3,570	+ 670
Limbourg.	200	130	104	150	225	479	+ 349
Luxembourg.	235	20	16	150	225	391	+ 371
Namur.	348	930	784	250	375	1,409	+ 429
TOTAUX . . . fr.	7,530	20,000	16,000	5,000	7,500	28,500	+ 8,500

(1) Dans l'hypothèse où toutes les provinces épuiserait leurs pouvoirs de taxation.

(2) Répartition approximative.

(3) Le tableau ne tient pas compte de la remise pour frais de perception.

projet de loi en ce qui concerne les ressources des provinces.
 mobilière (actions) de 120 millions, une taxe mobilière (capitaux investis)
 180 millions (moyenne des années 1921 et 1922).

TAXE PROFESSIONNELLE.					Résultats généraux : contribution foncière, taxe mobilière et taxe professionnelle (colonnes 2, 8 et 13) (2).	Produits des additionnels extraordinaires que les provinces sont autorisées à établir en cas de nécessité (art. 4, § 2, 2 ^e alinéa du projet).			
Régime actuel: 1/4.	Régime proposé.			Différence entre les colonnes 9 et 12.		Contribution foncière.	Taxe mobilière.	Taxe professionnelle.	TOTAL.
1/10.	additionnels: 15 (1).	TOTAL des colonnes 10 et 11.							
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
8,000	3,200	4,800	8,000	- 0	+ 2,600	1,070	450	1,500	3,120
13,800	5,320	8,280	13,800	- 0	+ 4,641	2,325	750	2,760	5,835
3,250	1,300	1,950	3,250	- 0	+ 1,355	560	175	630	1,385
3,350	1,340	2,010	3,350	- 0	+ 1,607	787	200	670	1,657.5
7,850	3,140	4,710	7,850	- 0	+ 2,260	1,040	400	1,570	3,010
5,400	2,160	3,240	5,400	- 0	+ 1,635	965	250	1,080	2,295
650	260	390	650	- 0	+ 549	200	75	130	405
550	220	330	550	- 0	+ 606	235	75	110	420
2,150	860	1,290	2,150	- 0	+ 777	348	125	430	902.5
45,000	18,000	27,000	45,000	- 0	+ 16,030	7,530	2,500	9,000	19,030

Quotes-parts (y compris les additionnels) revenant respectivement à l'État, aux Provinces et aux Communes dans le produit des impôts cédulaires.

NATURE DES IMPOTS.	RÉGIME ACTUEL.				RÉGIME PROPOSÉ.				Observations.
	• Taux %.	État.	Provinces.	Communes.	Taux %.	État.	Provinces.	Communes.	
Contribution foncière . . .	$\frac{10\%}{+ 5 \text{ additionnels.}}$	<u>5</u>	<u>2</u>	<u>8</u>	$\frac{10\%}{+ 7.5 \text{ additionnels.}}$	<u>5</u>	<u>2.5</u>	<u>10</u>	
	15	15	15	15	17.5	17.5	17.5	17.5	
Taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions.	$\frac{10}{+ 5 \text{ add. État.}}$	<u>10</u>	<u>2.5</u>	<u>2.5</u>	$\frac{10}{+ 5 \text{ additionnels.}}$	<u>7</u>	<u>2</u>	<u>6</u>	
	15	15	15	15	15	15	15	15	
	$\frac{10}{+ 5 \text{ additionnels.}}$	<u>10</u>	<u>»</u>	<u>5</u>	$\frac{10}{+ 7.5 \text{ additionnels.}}$	<u>7</u>	<u>2.5</u>	<u>8</u>	
	15	15	»	15	17.5	17.5	17.5	17.5	
Taxe professionnelle . . .	$\frac{2 \text{ à } 10\%}{+ 50 \text{ additionnels.}}$	<u>5</u>	<u>2.5</u>	<u>7.5</u>	$\frac{2 \text{ à } 10\%}{+ 75 \text{ additionnels.}}$	<u>7</u>	<u>2.5</u>	<u>8</u>	
	3 à 15 %.	15	15	15	3.5 à 17.5.	17.5	17.5	17.5	

Quotes-parts (y compris les additionnels) revenant respectivement à l'État, aux Provinces et aux Communes dans le produit des impôts cédulaires (en milliers de francs).

NATURE DES IMPOTS.	RÉGIME ACTUEL.				RÉGIME PROPOSÉ.				Observations.
	Montant de l'impôt.	État.	Provinces.	Communes.	Montant de l'impôt.	État.	Provinces.	Communes.	
Contribution foncière	225,000	75,000	30,000	120,000	262,500	75,000	37,500	150,000	
Taxe mobilière { au taux plein sur les revenus des actions	120,000	80,000	20,000	20,000	120,000	56,000	16,000	48,000	
sur les revenus des capi- taux investis	75,000	50,000	»	25,000	87,500	35,000	12,500	40,000	
Taxe professionnelle	270,000	90,000	45,000	135,000	315,000	126,000	45,000	144,000	
TOTAUX	690,000	295,000	95,000	300,000	785,000	292,000	111,000	382,000	

(14)

(4)
(N^r 423)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1924.

WETSONTWERP BETREFFENDE HET PROVINCIAAL EN GEMEENTELIJK BELASTINGWEZEN.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Bij de invoering van het nieuw fiscaal stelsel liet de onzekerheid nopens zijne zelfs benaderende opbrengst niet toe zich rekenschap er van te geven of de in de opbrengst der Staatsbelastingen aan de provinciën en aan de gemeenten toegekende aandeelen zouden volstaan om, met enkele bijzondere taxes, de uitgaven van de betrokken machten te bestrijden. De proefneming was beslissend, niet omdat de uitslagen van de toepassing der nieuwe belastingen aanleiding gaven tot ontgoocheling, maar wegens het feit dat de oorlog en het tijdperk dat onmiddellijk er op volgde, de provinciën en het meerendeel der gemeenten in een bijzonder moeilijken financieelen toestand hadden gebracht; door de onmogelijkheid waarin het Beheer verkeerde, uit hoofde van het laattijdig goedkeuren van het ontwerp dat de wet van 3 Augustus 1920 is geworden, om reeds bij den aanvang van 1920 de belastingen op de inkomsten toe te passen, bleven de provinciën en de gemeenten verstoken van regelmatig toevloeiende geldmiddelen en werden zij genoopt leeningen aan te gaan waarvan de lasten nog lang hunne begrootingen zullen bezwaren.

Om dien toestand te verhelpen stelde de Regeering, bij besluit van 13 April 1921, eene « Fiscale commissie » in, samengesteld uit bevoegde personen van het Parlement, van de Provincie- en Gemeentebesturen alsmede van het Middenbeheer; na een grondig onderzoek van de verschillende haar onderworpen vraagstukken, droeg die Commissie besluiten voor welke door de wetten van 16 en 19 Juli 1922 werden bekrachtigd.

H

Alhoewel de financiële toestand van de provinciën en van de gemeenten ten gevolge van die maatregelen aanmerkelijk verbeterde, geraakten tal van gemeenten er niet toe hunne begrooting in evenwicht te stellen. Herhaaldelijk werd, in het Parlement, de aandacht van de Regeering op dat punt gevestigd en gansch het vraagstuk van het provinciaal en gemeentelijk belastingwezen werd opnieuw te berde gebracht toen de Kamer het ontwerp te onderzoeken kreeg dat de wet van 27 Maart 1924 is geworden en dat de bepalingen van de voormelde wet van 16 Juli 1922 op het dienstjaar 1924 toepasselijk maakte. Voor- en tegenstanders van de algeheele zelfstandigheid der provinciën en der gemeenten in fiscale zaken verdedigden hun wederzijdsch standpunt met dezelfde vurigheid; de bespreking dreigde voort te duren zonder het vooruitzicht eener practische oplossing. Het is alsdan dat de Regeering besloot de Fiscale Commissie, aanzienlijk uitgebreid, te doen herleven. Geplaatst, zooals de eerste maal, onder de bevoegde voorzitting van den heer DAMOISEAU, Gouverneur van Henegouw, gaf de Commissie eerst door eenen wensch haar verlangen te kennen de politiek van de Regeering te zien orienteeren naar een terugkeer tot de fiscale zelfstandigheid der provinciën en der gemeenten.

Zooals in het Parlement, verdedigden de voorstanders van algeheele zelfstandigheid hun standpunt; zij vroegen afschaffing van de vaste aandeelen in de opbrengst van de belastingen en volle vrijheid voor de provinciën en voor de gemeenten om hunne taxes onder contrôle alleen van de Bestendige Deputatiën en van het Middengezag te vestigen.

Alhoewel voorstanders van de ruimst opgevatte zelfstandigheid van de provinciën en de gemeenten, stipten sommige leden van de Commissie aan hoe weinig doelmatig het afschaffen van de vaste aandeelen zou wezen: verplichting voor al de gemeenten herhaaldelijk tot beraadslagingen over te gaan tot het bepalen van het bedrag der centiemen en verplichting voor al de bevoegde overheden die beraadslagingen binnen betrekkelijk beperkte termijnen goed te keuren of te verwerpen; onmogelijkheid opcentiemen te vestigen op de belasting op de inkomsten van de roerende waarden en ook op de, bij de bron afgehouden bedrijfsbelasting, hetgeen tal van roosters zou vergen. Die beschouwingen noopten de meerderheid van de Commissie de handhaving van het stelsel der vaste aandeelen bij te treden. Wat de opcentiemen betreft, hun aantal werd slechts voor eenen termijn van vijf jaar beperkt, derwijze gedurende dat tijdperk alle overdreven aanslagen te voorkomen. Komt middelerwijl geen nieuwe beperking tot stand, dan zullen de provinciën en de gemeenten algeheele zelfstandigheid onder de contrôle en het toezicht van de Bestendige Deputatiën en het centraal gezag herwinnen.

De Commissie was voor 't overige de meening toegedaan — en de Regeering treedt die zienswijze bij — dat het heffen van opcentiemen op zekere belastingen voor de provinciën en de gemeenten niet het recht uitsluit, mits de noodzakelijkheid of de gepastheid daarvan genoegzaam blijkt, taxes te handhaven of te vestigen op de kenmerken van nijverheids- of handelsbedrijvigheid (drijfkracht, verwarmingsvlakken, aantal werklieden, enz.).

Het is inderdaad onontbeerlijk dat de provinciën en de gemeenten welke tot

onvermijdelijke en bestendige uitgaven gehouden zijn, op in zekere mate vaste ontvangsten kunnen rekenen. Nu, dat zou niet het geval zijn, moesten de provinciale en gemeentelijke middelen in hoofdzaak voortvloeien uit de steeds wisselvallige verwerving van nijverheids- of handelswinsten. Het is om die reden dat de heffing van soortgelijke taxes zich in sommige gevallen opdringt; maar die taxes mogen de winsten niet rechtstreeks treffen; in dat geval zou de dubbele aanslag, die door gansch de huidige wetgeving wordt verworpen, klaarblijkend zijn. Het blijft anderdeels wel verstaan dat de afschaffing van de gemeentelijke taxes op het vee gehandhaafd wordt (Art. 3 der wet van 27 Maart 1924).

In den schoot van de Commissie bleef, zelfs tijdens de meest levendige besprekingen, onderling vertrouwen heerschen, alsmede een vurig verlangen om te geraken tot eene bevredigende oplossing die al de betrokken belangen zou overeenbrengen. Ook mag gezegd worden dat het hierbijgevoegd wetsontwerp, dat wij, naar 's Konings bevelen, de eer hebben aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, het ontwerp van gansch de fiscale Commissie is.

Hieronder bespreken wij de bijzonderste bepalingen van het ontwerp :

EERSTE ARTIKEL.

Luidens § 2 van artikel 59 der geordende wetten betreffende de inkomsten-belastingen, brengen de binnen de gestelde termijnen niet geïnde sommen, *ten bate van de Schatkist*, 6 t. h. interest op voor den duur van het verwijl.

Er werd op gewezen dat het billijk zou zijn bedoelden interest onder den Staat, de provinciën en de gemeenten te verdeelen, in verhouding tot hunne wederzijdsche aandeelen in het bedrag van de laattijdig ingevorderde belastingen.

Zoo die bewijsovering in beginsel juist is, mag men evenwel niet uit het oog verliezen dat de Staat, tijdens de laatste jaren, aan de provinciën en aan de gemeenten belangrijke voorschotten heeft verleend, namelijk voor de eerste toepassing van de sociale wetten; alleen wat de ouderdomspensioenen betreft, heeft hij in 1921 en 1922 aanzienlijke sommen voorgeschoten waarvan het inhouden zal geschieden over een vijfjarig tijdperk dat aanvang nam in 1923 (Koninklijk besluit van 7 Maart 1923, *Moniteur* van 19-20 derzelfde maand, n° 78-79).

Daar men, echter, het nakend wederintreden van normale toestanden mag te gemoet zien, blijkt het billijk bovendoelde eischen *voor de toekomst* in te willigen.

Te dien einde beschikt artikel 1 dat de verdeeling van de interesten wegens verwijl zal geschieden, per jaar, evenredig met de verhouding welke voor elke provincie of voor elke gemeente bestaat tusschen het respectief bedrag van de door de Staatsontvangers geïnde provinciale of gemeentelijke aanslagen (aandeelen, opcentiemen of taxes) en het totaal bedrag van de inningen in zake rechtstreeksche belastingen.

Voorbeeld : In eene bepaalde localiteit beloopt het totaal bedrag van de inningen in zake rechtstreeksche belastingen op het einde des jaars 10 miljoen, waarvan 2.5 miljoen aan de gemeente toekomen; het bedrag van de geïnde

interessen wegens verwijl bereikt 40,000 frank. Die laatste som zal aan de gemeente toegekend worden naar de verhouding $\frac{2.5}{10}$ of $\frac{1}{4}$, het is te zeggen er zullen haar door den ontvanger der belastingen 10,000 frank gestort worden.

Insgelijks, indien voor eene provincie het totaal bedrag van de geïnde belastingen over een bepaald jaar 50 miljoen is, waarvan 10 miljoen provinciale inkomsten uitmaken, zullen de tijdens dat jaar geïnde interesten wegens verwijl, in de veronderstelling dat zij voor gansch de provincie 200,000 frank bereiken, aan deze laatste toegekend worden naar de verhouding $\frac{10}{50} = \frac{1}{5}$, het is te zeggen ten bedrage van 40,000 frank. Die verrichting zal jaarlijks door tusschenkomst van het Beheer der Thesaurie geschieden.

Men raamt dat artikel 1 aan de provinciën en aan de gemeenten ongeveer 4 miljoen nieuwe inkomsten zal verschaffen.

ART. 2.

Thans is bij artikel 75 van de vorenvermelde geordende wetten de korting wegens inningskosten van de provinciale en gemeentelijke aandelen en opcentiemen op 5 % bepaald.

Door inningskosten moeten verstaan worden niet enkel de kosten in verband met de *invordering* alleen van de belastingen, maar ook die welke geveerd worden door de *vestiging* der aanslagen (middenbeheer, bijzondere dienst, provinciale besturen, dienst van het kadaster, opzieningen en toezieningen, drukwerken, enz.). Ook was het percentage 5, bij de wet van 1919 bepaald, evenredig met de werkelijke bestuurskosten op dat tijdstip. Uit een onlangs verricht werk blijkt evenwel dat, dank zij de stijgende opbrengst der belastingen, die coëfficiënt tot ongeveer 4 t. h. is gedaald; alles laat verhopē dat hij nog zal slinken in de toekomst naar mate de heffingen toenemen.

Om de belangen van de provinciën en van de gemeenten te vrijwaren en de werkelijkheid zooveel mogelijk te benaderen, vermindert artikel 6 van het ontwerp het bedrag van bedoeld loon van 5 tot 4 t. h. en voorziet het dat gemeld bedrag bij Koninklijk besluit zal mogen verlaagd worden met inachtneming van de verhouding bestaande tusschen de bestuurskosten welke verband houden met de rechtstreeksche belastingen en het globaal bedrag van deze laatste, hetgeen wil zeggen dat zoo, voor een dienstjaar, de uitgaven van het Beheer nog slechts 3 t. h., bijvoorbeeld, beloopten, het loon waarvan sprake naar dat percent zal berekend worden.

Artikel 2 zal voor gevolg hebben de ontvangsten van den Staat met ongeveer 4,5 miljoen te verminderen ten bate van de provinciën en de gemeenten.

ART. 3.

Onder het huidig stelsel verkrijgen de provinciën en de gemeenten bij gelijke aandelen de helft van de belasting op roerende zaken tegen haar vol bedrag

(10 t. h.) geheven van de inkomsten der acties of daarmee gelijkgestelde deelen; beiden hebben dus onderscheidenlijk één vierde van die belasting, hetzij fr. 2.50 op 10 frank belasting, maar zij trekken hoegenaamd geen voordeel uit de 50 opcentiemen welke bij artikel 2 der wet van 28 Maart 1923 uitsluitend ten bate van den Staat werden gevestigd.

Daar het inzonderheid de groote steden en de nijverheidslocaliteiten, zetels van vennootschappen op aandelen, zijn die op financieele moeilijkheden stuiten, lijkt zulks best te verhelpen door het toekennen aan de gemeenten van een ruimer aandeel in de opbrengst van gemelde belasting, onder voorbehoud van eene nieuwe verdeeling. Te dien einde kent artikel 3 aan de provinciën twee vijftienden en aan de gemeenten vier tienden toe van de belasting op roerende zaken tegen haar vol bedrag geheven van de inkomsten der acties of daarmee gelijkgestelde deelen, *met inbegrip van de bij vorenvermelde wet van 28 Maart 1923 gevestigde opcentiemen*, het is te zeggen dat op eene taxe van 15 frank de provinciën 2 frank en de gemeenten 6 frank zullen ontvangen in stede van fr. 2.50 elk. Om het nadeel, dat de provinciën uit dien hoofde zullen ondergaan, te vergoeden, kent het ontwerp hun één tiende toe van de hoofdsom van de belasting op roerende zaken tegen 10 t. h. geheven van de inkomsten der in België aangewende kapitalen.

Thans komt die belasting uitsluitend den Staat ten goede, maar de gemeenten mogen er 50 opcentiemen op vestigen. Wegens het plaatselijk karakter van die belasting, welke, door haren grondslag, gelijkenis met de grondbelasting vertoont, bleek het dat de provinciën en de gemeenten er ook een deel zouden mogen van ontvangen en, daarenboven, beiden op die belasting opcentiemen zouden moeten kunnen stellen. Daarom kent het ontwerp aan de provinciën, onverminderd één tiende in de opbrengst van bedoelde belasting, het recht toe 15 opcentiemen op die heffing te vestigen; anderdeels verzekert het aan de gemeenten een eerste aandeel van twee tienden in het bedrag in hoofdsom van gemelde belasting en brengt het van 50 op 60 het maximum aantal van de daarmee verband houdende gemeentelijke opcentiemen.

Daarentegen, wat de bedrijfsbelasting betreft, waarvan de helft tot op heden bij gelijke deelen onder de provinciën en de gemeenten verdeeld werd, vermindert het ontwerp dit aandeel tot één tiende voor de provinciën en tot twee tienden voor de gemeenten en machtigt het die lichamen om onderscheidenlijk 15 en 60 opcentiemen op gemelde belasting te heffen. De beperking van de deelhebbing waarvan sprake is geboden wegens de inzake belasting op roerende zaken verleende voordeelen.

Zooals inzage der tabellen (bijlage A) uitwijst, zal de voorgestelde verdeeling voor de provinciën en voor de gemeenten gunstig zijn; over het geheel genomen zal zij aan de eersten ongeveer 16 millioen nieuwe middelen verstrekken en aan de tweeden meer dan 74 millioen (met inbegrip van de inzake grondbelasting voorziene gewone bijkomende opcentiemen, 5 voor de provinciën en 20 voor de gemeenten). Dat zijn evenwel nog maar benaderende uitslagen gegrond op het middelcijfer der belastingen over 1921 en over 1922. Men heeft alle reden om te meenen dat het dienstjaar 1924 eene veel hoogere opbrengst zal verstrekken,

namelijk wat betreft de belasting op roerende zaken gelieven van de inkomsten van de acties en van de andere aangewende kapitalen. Luidens § 3 van artikel 3, zal de verdeeling der aandelen geschieden per gewest of agglomeratie en rekening houdende met de in de verschillende provinciën gelegen inrichtingen. Zooals onder het huidig stelsel reeds wordt gehandeld, zal de verdeeling bij Koninklijk besluit geregeld worden : aldus zullen de verbeteringen, waarvan het nut uit de ondervinding zou blijken, zonder tusschenkomst van de wetgevende macht kunnen bewerkstelligd worden. Behoudens beter oordeel, zouden twee tienden van de belasting op roerende zaken tegen haar vol bedrag geheven van de inkomsten van acties, kunnen toegekend worden aan de gemeente van den maatschappelijken zetel of van de ligging der nijverheidsinrichtingen ; de twee overige tienden zouden verdeeld worden onder de gemeenten van eene zelfde agglomeratie of een zelfde gewest volgens gegevens welke, bij voorbeeld, zouden bepaald worden naar rato van de bevolking. Dit stelsel zou rekening houden met de onderlinge doordringing der gemeenten van eene zelfde agglomeratie of een zelfde gewest. Is het niet logisch, bij voorbeeld, dat al de voorsteden van *Brussel* een aandeel erlangen in de belasting op de inkomsten van de bankvennootschappen of van de groote inrichtingen voor verkoop van nieuwigheden van de hoofdstad, waarvan de clientele over gansch de agglomeratie is verspreid?

De aanwijzing van de agglomeraties zal geschieden derwijze de groote steden op geenerlei wijze te benadeelen.

ART. 4.

§ 1. — Artikel 4 beoogt de afschaffing van artikel 83 der geordende wetten, waarbij de vestiging van provinciale of gemeentelijke opcentiemen op de cedulaire belastingen en op de supertaxe op volstreckte wijze wordt verboden, en de vervanging daarvan door eenen tekst welke nadrukkelijk aan die machten het recht toekent voortaan opcentiemen op de belastingen op de inkomsten te vestigen, ter uitsluiting evenwel van : 1^o de belasting op roerende zaken, andere dan die welke de inkomsten van de in België aangewende kapitalen treft ; 2^o de bedrijfsbelasting geheven van in het buitenland of in de kolonie behaalde en belaste winsten ; 3^o de bedrijfsbelasting afgehouden van de wedden, loonen en pensioenen bij hunne uitbetaling ; 4^o de supertaxe.

Overwegingen van technischen aard verzetten zich tegen de toepassing van provinciale of gemeentelijke opcentiemen op de bij de bron afgehouden belasting op onroerende zaken en bedrijfsbelasting en beginselgronden veroorloven niet soortgelijke opcentiemen op de belasting in verband met de buiten het Rijk behaalde winsten te heffen. Aangaande de supertaxe, welke de in verscheidene gemeenten en zelfs in het buitenland verworven inkomsten treft, was de fiscale Commissie van meening dat, op grond van die omstandigheid en uit aanmerking van het hoog percent van die belasting, welke 30 t. h. kan bereiken, het onlogisch en, met het oog op eene goede opbrengst, zelfs gevaarlijk zou wezen aan de provinciën en de gemeenten te veroorloven daarop opcentiemen te stellen.

Kortom, de voorgedragen bepaling bevestigt *definitief* het beginsel van het heffen van opcentiemen op de cedulaire belastingen welke een onbetwistbaar lokaal karakter hebben; zij wijzigt daarenboven de beperking voorzien bij de voorloopige wetten van 16 Juli 1922 en van 27 Maart 1924, door het aantal opcentiemen, welke de provinciën en de gemeenten op de hoofdsom van zekere cedulaire belastingen zullen mogen stellen, onderscheidenlijk van 10 tot 15 en van 50 tot 60, op te voeren. Het ontwerp verstrekt aan de provinciën nieuwe aanslagsmogelijkheden door haar toe te laten opcentiemen te vestigen op de belasting op roerende zaken op de inkomsten der in het Rijk aangewende kapitalen en op de bedrijfsbelasting andere dan die bedoeld onder de n° 2° en 3° hierboven.

Om de moeilijkheden te verhelpen welke, in het huidig tijdperk, zouden kunnen ontstaan uit de beperking waarvan sprake, wordt voorzien, dat in geval dringende begrootingsbehoeften dergelijken maatregel wettigen, de bepaalde quotiteiten met ten hoogste één derde zullen mogen vermeerderd worden bij met redenen omkleed koninklijk besluit, tegengeteekend door den Minister van Financiën en door zijnen ambtgenoot van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

De *buitengewone* opcentiemen zullen van de belasting op roerende zaken niet kunnen afgetrokken worden. Wegens hunnen aard zelf zullen zij, inderdaad, in hooge mate veranderlijk wezen, vermits zij zich aan zeer verscheiden en tijdelijke financieele toestanden zullen aanpassen. Toelaten ze, desgevallende, van andere aanslagen af te trekken — bij voorbeeld in geval van uitkeering van voorbehouden winsten — zou de berekeningen erg inwikkelen en den Staat alsmede de gemeenten benadeelen welke er toe zouden kunnen geraken niets meer te trekken.

§ 3 van artikel 4 is slechts eene definitieve bevestiging van de bevoegdheid tot aanslag welke tot op heden voorloopig aan de gemeenten verleend werd bij de wetten van 16 Juli 1922 en 27 Maart 1924.

Bij de bespreking van die bepaling traden in den schoot van de Fiscale Commissie twee strekkingen op den voorgrond. Volgens de eerste moet, vermits het onderhoud der wegenis uitsluitend aan den *bewoner* ten goede komt, deze laatste — hij weze eigenaar, huurder of exploitant — den last ervan torsen. Andere leden, daarentegen, waren de meening toegedaan dat de tekst voor de gemeenten insgelijks de bevoegdheid diende te voorzien om alleen den eigenaar der onroerende goederen te treffen, daar het bestaan van de wegenisdiensten waardeverhooging van de eigendommen medebrengt.

In waarheid, er kunnen zich gevallen voordoen waarin de gemeenten er belang zullen bij hebben, ten einde de invordering van de wegenistaxe te verzekeren, deze op naam van den eigenaar te vestigen; dit zal namelijk het geval zijn voor de onroerende goederen gezegd met veelvoudige woonvertrekken alsmede voor de bouwgronden, daar deze laatste eigenlijk noch gebruiker noch exploitant hebben.

Ten slotte trad de Commissie den voorgestelden tekst bij; die tekst laat

aan de gemeenteraden alle bevoegdheid de toepassingsmodaliteiten van de taxe waarvan sprake te regelen onder de controle van de Bestendige Deputatiën en het gezag van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Ten slotte, § 4 van artikel 4 beoogt bekrachtiging, door de Wetgevende Macht, van de bestuurlijke rechtspraak volgens dewelke de opcentiemen desgevallende evenredig over de verschillende belastingen moeten omgeslagen worden; die bepaling strekt bovendien den regel, welke aangaande de opcentiemen is aangenomen, uit tot de bijzondere taxe op de wedden, loonen en pensioenen. Een lid van de Commissie, gesteund door verscheidene zijner ambtgenooten, uitte de meening dat de Commissie de haar toevertrouwde opdracht te buiten ging door aan de Regeering eene bepaling voor te stellen welke in zulke mate de financiële zelfstandigheid van de gemeenten beperkt, en dat aan de gemeenteraden het recht behoorde gelaten volgens de plaatselijke omstandigheden de categorieën schatplichtigen uit te kiezen wien de belasting dient opgelegd.

De meerderheid van de Commissie trad evenwel die stelling niet bij en verleende hare goedkeuring aan gemelde § 4 die voldoening schenkt aan verscheidene leden van het Parlement en tevens een zeer belangwekkend beginsel van begevende gerechtigheid huldigt ten opzicht van de schatplichtigen, die zij doelmatig tegen willekeurige verdeling der fiscale lasten beveiligd.

ART. 5.

Beschouwingen van denzelfden aard als die welke de bij artikel 4 voorgestelde tekstverandering wettigen, kunnen ingeroepen worden ten gunste van een nieuwen tekst van artikel 87 der wet van 28 Augustus 1921, betreffende de belasting op het mobilair.

Het door den oorspronkelijken tekst gestelde verbod verdwijnt en de bevoegdheid om provinciale en gemeentelijke opcentiemen te heffen wordt daarentegen bevestigd, zulks met de wijziging dat gemelde opcentiemen, aanvankelijk op 10 en 40 bepaald, voortaan voor de provinciën 15 en voor de gemeenten 60 zullen mogen bereiken, het is te zeggen dat zij met de helft verhoogd worden.

ART. 6.

De bepaling welke het voorwerp van artikel 6 uitmaakt, is de herhaling van den tekst van artikel één, tweede lid, der wet van 27 Maart 1924, betreffende het provinciaal en gemeentelijk belastingswezen, maar kent tevens daaraan eene ruimere toepassing toe; zij bewerkstelligt eene bestuurlijke vereenvoudiging door de tusschenkomst van het centraal gezag uit te schakelen voor de goedkeuring van de opcentiemen, wanneer dezer aantal niet 25 voor elke belasting overtreft.

ART. 7.

Artikel 7 bevestigt de afschaffing welke stilzwijgenderwijze uit artikel 3, § 1, litt. a, *in fine*, voortvloeit.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,
P. POULLET.

*Tabel aanduidende, in duizenden frank, de gevolgen van
Berekeningen gegrond op de vermoede uitslagen van het dienstjaar 1924, in aanmerking
zaken (aangewende kapitalen) van 50 miljoen en eene bedrijfsbelasting*

PROVINCIES.	Grondbelasting.	BELASTING OP ROERENDE ZAKEN.							
	Opbrengst van 20 gewone opcentiemen waarvan de heffing is voorgesteld boven de thans toegelaten 40 centiemen (1).	Huidig stelsel.			Voorgedragen stelsel.			Verschil tusschen de kolommen 5 en 9.	
		Belasting van 10 % op de inkomsten van de acties : 1/4. (2).	Belasting op de inkomsten van de aangewende kapitalen : 50 opcentiemen maximum (3).	TOTAAL der kolommen 3 en 4.	Taxe van 15 % op de inkomsten van de acties : 4/10 (2).	AANGEWENDE KAPITALEN			TOTAAL der kolommen 6 tot 8.
						Aanvankelijk aandeel : 2/10.	Opcentiemen : 60 maximum (3).		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Antwerpen	4,280	3,600	2,690	6,290	8,640	1,800	3,225	13,665	+ 7,375
Brabant	9,300	7,170	3,160	10,330	17,208	3 000	3,795	24,003	+ 13,673
West-Vlaanderen. .	2,240	400	1,880	2,280	960	700	2,250	3,910	+ 1,630
Oost-Vlaanderen . .	3,148	900	1,410	2,310	2,160	800	1,695	4,655	+ 2,345
Henegouw	4,160	3,900	2,070	5,970	9,360	1,600	2,475	13,435	+ 7 465
Luik	3,860	2,900	1,770	4,670	6,960	1,000	2,130	10,090	+ 5,420
Limburg	800	130	530	660	312	300	638	1,249,5	+ 589,5
Luxemburg	940	20	180	200	48	300	217	565,5	+ 365,5
Namen.	1,392	980	910	1,890	2,332	500	1,095	3,947	+ 2,057
TOTAAL. fr.	30,120	20,000	14,600	34,600	48,000	10,000	17,520	75,520	+ 40,920

(¹) In de veronderstelling dat al de gemeenten hunne aanslagsbevoegdheid volkomen zouden aanwenden.

(²) Benaderende verdeling.

(³) In de veronderstelling dat al de gemeenten welke in 1922 opcentiemen mochten gevestigd hebben, dezelve in 1924 zouden handhaven.

(⁴) De tabel houdt niet rekening met het loon wegens inningskosten; anderdeels blijven die uitslagen beneden de werkelijkheid, daar talrijke gemeenten geen of niet ten volle gebruik gemaakt hebben van de aanslagsbevoegdheid welke hun bij wet van 16 Juli 1922 werd verleend. De totale opbrengst der opcentiemen zou 30 miljoen (kol. 8) en 108 miljoen (kol. 15) kunnen bereiken. Behalve gemelde opcentiemen, voorziet het wetsontwerp de vestiging van buitengewone opcentiemen (kol. 19 tot 21), waarvan de totale opbrengst 76,120,000 frank (kol. 22) zou kunnen zijn.

het wetsontwerp wat betreft de middelen van de gemeenten.

genomen eene belasting op roerende zaken (acties) van 120 millioen, eene belasting op roerende van 180 millioen (middelfijfer der jaren 1921 en 1922).

BEDRIJFSBELASTING.							Algemeene uitslagen : grondbelas- ting, belasting op roerende zaken en bedrijfsbelas- ting (kol. 2, 10 en 17 (*).	Ophrengst der buitengewone opcentiemen welke de gemeenten in geval van noodzakelijkheid gemachtigd zijn te heffen (art. 4, § 2, 2 ^e lid van het ontwerp).			
Huidig stelsel.			Voorgedragen stelsel.			Verschil tusschen de twee stelsels (kolom. 13 en 16).		Grond- belasting.	Belasting op roerende zaken.	Bedrijfs- belasting.	TOTAAL.
1/4 (*).	50 opcen- tiemen maxi- mum (*).	TOTAAL der kolom. 11 en 12.	Aanvan- kelijke aandeel : 2/10 ^e (*).	60 opcen- tiemen maxi- mum (*).	TOTAAL der kolom. 14 en 15.						
11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.	21.	22.
8 000	15,200	23,200	6,400	18,240	24,640	+ 1,440	13,095	4,280	1,800	6,400	12,480
13,800	16,200	30,000	11,040	19,440	30,480	+ 480	23,453	9,300	3,000	11,040	23,340
3,250	8,350	8,600	2,600	6,420	9,020	+ 420	4,290	2,240	700	2,600	5,540
3,350	3,750	7,100	2,680	4,500	7,180	+ 80	5,573	3,150	800	2,680	6,630
7,850	8,700	16,550	6,280	10,440	16,720	+ 170	11,795	4,160	1,600	6,280	12,040
5,400	9,900	15,300	4,320	11,880	16,200	+ 900	10,180	3,860	1,000	4,320	9,180
650	900	1,550	520	1,080	1,600	+ 50	1,439.5	800	300	520	1,620
550	400	950	440	480	920	- 30	1 275.5	940	300	440	1,680
2 150	2 600	4,750	1,720	3 120	4,840	+ 90	3,539	1,390	500	1,720	3,610
45,000	63,000	108,000	36,000	75 600	111,600	+ 3,600	74,640	30,120	10,000	36,000	76,120

*Tabel aanduidende, in duizenden frank, de gevolgen van
Berekeningen gegrond op de vermoede uitslagen van het dienstjaar 1924, in aanmerking
zaken gegeven van de inkomsten van de aangewende kapitalen van 50 miljoen*

PROVINCIES.	Grondbelasting.	BELASTING OP ROERENDE ZAKEN.					
	Opbrengst van 5 gewone opcentiemen waaraan de heffing is voorgesteld, boven de thans toegelaten 10 centiemen (1).	Huidig stelsel.	Voorgedragen stelsel.				Verschil in meer of in minder tusschen kolommen 3 en 7.
		Belasting van 10 t. h. op de inkomsten van de acties 1/4 (2).	Belasting voor 15 t. h. op de inkomsten der acties 2/15 (3).	TAXE OP DE INKOMSTEN DER AANGEWENDE KAPITALEN.		TOTAAL der kolommen 4 tot 6.	
				Aanvankelijk aandeel 1/10.	Opcentiemen 15 (4).		
1	2	3	4	5	6	7	8
Antwerpen	1,070	3,600	2,880	900	1,350	5,130	+ 1,530
Brabant	2,325	7,170	5,736	1,500	2,250	9,486	+ 2,316
West-Vlaanderen	560	400	320	350	525	1,195	+ 795
Oost-Vlaanderen	787	900	720	400	600	1,710	+ 820
Henegouw	1,040	3,900	3,120	800	1,200	5,120	+ 1,220
Luik	965	2,900	2,320	500	750	3,570	+ 670
Limburg	200	130	104	150	225	479	+ 349
Luxemburg	235	20	16	150	225	391	+ 371
Namen.	348	980	784	250	375	1,409	+ 429
TOTALEN . . fr.	7,530	20,000	16,000	5,000	7,500	28,500	+ 8,500

(1) In de veronderstelling dat al de provinciën kunne aanslagsbevoegdheid volkomen zouden aanwenden.

(*) Benaderende verdeeling.

(2) De tabel houdt niet rekening met het loon wegens inningskosten.

het wetsontwerp wat betreft de middelen van de provincien.

genomen eene belasting op roerende zaken (acties) van 120 millioen, eene belasting op roerende en eene bedrijfsbelasting van 180 millioen (middelcijfer der jaren 1921 en 1922).

BEDRIJFSBELASTING.					Algemeene uitslagen : Grondbelas- ting, belasting op roerende zaken en bedrijfsbelas- ting (kol. 2, 8 en 13) (2).	Opbrengsten der buitengewone opcentiemen welke de provincies in geval van noodzakelijkheid gemachtigd zijn te heffen (art. 4, § 2, 2 ^e lid van het ontwerp).			
Huiding stelsel : 1/4.	Voorgedragen stelsel.			Verschil tusschen de kolommen 9 en 12.		Grondbe- lasting.	Belasting op roerende zaken.	Bedrijfsbe- lasting.	TOTAAL.
9	1/10.	opcentie- men : 15 (1).	TOTAAL der kolommen 10 en 11.	15	14	16	15	17	18
8,000	3,200	4,800	8,000	- 0	+ 2,600	1,070	450	1,600	3,120
13,800	5,320	8,280	13,800	- 0	+ 4,641	2,325	750	2,760	5,835
3,250	1,300	1,950	3,250	- 0	+ 1,355	560	175	650	1,385
3,350	1,340	2,010	3,350	- 0	+ 1,607	787	200	670	1,657.5
7,850	3,140	4,710	7,850	- 0	+ 2,260	1,040	400	1,570	3,010
5,400	2,160	3,240	5,400	- 0	+ 1,635	965	250	1,080	2,295
650	260	390	650	- 0	+ 549	200	75	130	405
550	220	330	550	- 0	+ 606	235	75	110	420
2,150	860	1,290	2,150	- 0	+ 777	348	125	430	902.5
45,000	18,000	27,000	45,000	- 0	+ 16,030	7,530	2,500	9,000	19,030

Aandeelen (met inbegrip van de opcentiemen) onderscheidenlijk toekomende aan den Staat, de Provinciën en de Gemeenten in de opbrengst van de cedulaire belastingen.

AARD DER BELASTINGEN.	HUIDIG STELSEL.				VOORGEDRAGEN STELSEL.				Aanmerkingen.
	Percent.	Staat.	Provinciën.	Gemeenten.	Percent.	Staat.	Provinciën.	Gemeenten.	
Grondbelastingen	$\frac{10\%}{+ 5 \text{ opcentiemen.}}$	<u>5</u>	<u>2</u>	<u>8</u>	$\frac{10\%}{+ 7.5 \text{ opcentiemen.}}$	<u>5</u>	<u>2.5</u>	<u>10</u>	
	15	15	15	15	17.5	17.5	17.5	17.5	
Belasting op roerende zaken tegen het vol bedrag geheven op de inkomsten der acties .	$\frac{10}{+ 5 \text{ opc. Staat.}}$	<u>10</u>	<u>2.5</u>	<u>2.5</u>	$\frac{10}{+ 5 \text{ opcentiemen.}}$	<u>7</u>	<u>2</u>	<u>6</u>	
	15	15	15	15	15	15	15	15	
Belasting op de inkomsten der aangewende kapitalen	$\frac{10}{+ 5 \text{ opcentiemen.}}$	<u>10</u>	<u>»</u>	<u>5</u>	$\frac{10}{+ 7.5 \text{ opcentiemen.}}$	<u>7</u>	<u>2.5</u>	<u>8</u>	
	15	15	»	15	17.5	17.5	17.5	17.5	
Bedrijfsbelasting	$\frac{2 \text{ tot } 10\%}{+ 50 \text{ opcentiemen.}}$	<u>5</u>	<u>2.5</u>	<u>7.5</u>	$\frac{2 \text{ tot } 10\%}{+ 75 \text{ opcentiemen.}}$	<u>7</u>	<u>2.5</u>	<u>8</u>	
	3 tot 15 %.	15	15	15	3.5 tot 17.5.	17.5	17.5	17.5	

Aandeelen (met inbegrip van de opcentiemen) onderscheidenlijk toekomende aan den Staat, de Provinciën en de Gemeenten in de opbrengst van de cedulaire belastingen (in duizenden frank).

AARD DER BELASTINGEN.	HUIDIG STELSEL.				VOORGEDRAGEN STELSEL.				Aanmerkingen.
	Bedrag van de belasting.	Staat.	Provinciën.	Gemeenten.	Bedrag van de belasting.	Staat.	Provinciën.	Gemeenten.	
Grondbelasting	225,000	75,000	30,000	120,000	262,500	75,000	37,500	150,000	
Belasting op roerende zaken. { tegen het volbedrag ge- heven op de inkomsten der acties	120,000	80,000	20,000	20,000	120,000	56,000	16,000	48,000	
" op de inkomsten der aangewende kapitalen.	75,000	50,000	"	25,000	87,500	35,000	12,500	40,000	
Bedrijfsbelasting.	270,000	90,000	45,000	135,000	315,000	126,000	45,000	144,000	
TOTALEN.	690,000	295,000	95,000	300,000	785,000	292,000	111,000	382,000	

(16)

(1)

ANNEXE AU N° 423.

**Projet de loi
concernant la fiscalité provinciale
et communale.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène et de l'avis de Notre Conseil des Ministres :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi, dont la teneur suit, sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène :

ARTICLE PREMIER.

Le § 2 de l'article 59 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus est complété par les dispositions suivantes :

Une partie des intérêts de retard est attribuée à la province et à la commune du lieu d'imposition.

La répartition se fait, par année, proportionnellement au rapport existant pour chaque province ou pour chaque commune, entre le montant respectif des impositions provinciales ou communales perçues par les receveurs de l'État

BIJLAGE VAN N° 423.

**Wetsontwerp betreffende
het provinciaal en gemeentelijk
belastingwezen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid en volgens advies van Onzen Ministerraad :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën en Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden :

EERSTE ARTIKEL.

§ 2 van artikel 59 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

Een gedeelte van de interesten wegens verwijl wordt aan de provincie en aan de gemeente van de plaats van aanslag toegekend.

De verdeeling geschiedt, per jaar, evenredig met de verhouding welke voor elke provincie of voor elke gemeente bestaat tusschen het respectief bedrag van de door de Staatsontvangers geïnde provinciale of gemeentelijke

et le montant total des recouvrements en matière d'impôts directs.

ART. 2.

L'article 75 des dites lois est remplacé par la disposition suivante :

Il sera prélevé sur le montant des revenus provinciaux et communaux dont la perception est effectuée par les receveurs des contributions, une remise de 4 % pour remboursement au Trésor des frais d'administration.

Ce taux peut être réduit par arrêté royal eu égard au rapport existant entre les frais d'administration afférents aux impôts directs et le montant global de ceux-ci.

ART. 3.

L'article 81 des lois précitées est modifié comme suit :

§ 1^{er}. — Il est attribué aux provinces :

a) Deux quinzièmes du produit de la taxe mobilière au taux plein sur les revenus des actions ou parts y assimilées, y compris le montant des additionnels établis par l'article 2 de la loi du 28 mars 1923;

b) Un dixième du principal de la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis en Belgique;

c) Un dixième du principal de la taxe professionnelle sur les revenus autres que les traitements, salaires et pensions et à l'exclusion des bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie.

aanslagen en het totaal bedrag van de inningen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 2.

Artikel 75 van gemelde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

Van het bedrag der provinciale en gemeentelijke inkomsten, welke door de ontvangers der belastingen worden geïnd, wordt eene korting afgehouden van 4 t. h. tot terugbetaling der bestuurskosten aan de Schatkist.

Dat percent mag bij Koninklijk besluit verminderd worden met inachtneming van de verhouding bestaande tusschen de bestuurskosten in verband met de rechtstreeksche belastingen en dezer globaal bedrag.

ART. 3.

Artikel 81 der voormelde wetten wordt gewijzigd als volgt :

§ 1. — Worden toegekend aan de provinciën :

a) Twee vijftienden van de opbrengst van de belasting op roerende zaken, tegen haar vol bedrag geheven van de inkomsten der acties of daarmede gelijkgestelde deelen, met inbegrip van het bedrag van de bij artikel 2 der wet van 28 Maart 1923 gevestigde opcentiemen;

b) Een tiende van de hoofdsom van de belasting op roerende zaken geheven van de inkomsten der in België aangevende kapitalen;

c) Één tiende van de hoofdsom van de bedrijfsbelasting op de inkomsten andere dan de wedden, loonen en pensioenen en ter uitsluiting van de in het buitenland of in de kolonie behaalde en belaste winsten.

§ 2. — Il est attribué aux communes quatre dixièmes de la taxe visée au litt. a du § 1^{er} et deux dixièmes des impôts spécifiés aux litt. b et c.

§ 3. — Un arrêté royal règle la répartition des parts susindiquées, qui s'opère par région ou agglomération et en tenant compte des établissements situés dans les différentes provinces.

ART. 4.

L'article 83 des dites lois est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

§ 1^{er}. — Les provinces et les communes peuvent être autorisées à établir des centimes additionnels aux impôts sur les revenus ou des taxes similaires sur la base ou sur le montant de ces impôts.

Exception est faite toutefois en ce qui concerne :

1° La taxe mobilière autre que celle qui atteint les revenus des capitaux investis en Belgique;

2° La taxe professionnelle sur les bénéfices réalisés et imposés à l'étranger ou dans la Colonie;

3° La taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions;

4° La supertaxe.

§ 2. — Pour les années 1924 à 1928, les additionnels ou les taxes en tenant lieu ne peuvent dépasser pour les provinces 15 centièmes des impôts cédulaires et pour les communes 60 centièmes de ces impôts.

§ 2. — Aan de gemeenten worden toegekend vier tienden van de onder litt. a van § 1 bedoelde belasting en twee tienden van de onder litt. b en c nader vermelde heffingen.

§ 3. — Een Koninklijk besluit regelt de verdeeling van de hooger aangeduide aandeelen, dewelke geschiedt per gewest of agglomeratie en rekening houdende met de in de verschillende provinciën gelegen inrichtingen.

ART. 4.

Artikel 83 van gemelde wetten wordt afgeschaft en door de volgende bepalingen vervangen :

§ 1. — De provinciën en de gemeenten kunnen gemachtigd worden tot het vestigen van opcentiemen op de belastingen op de inkomsten of van soortgelijke taxes op den grondslag of op het bedrag van die belastingen.

Uitzondering geldt echter voor wat betreft :

1° De belasting op roerende zaken, andere dan die welke de inkomsten van de in België aangewende kapitalen treft;

2° De bedrijfsbelasting geheven van de in het buitenland of in de kolonie behaalde en belaste winsten;

3° De bedrijfsbelasting afgehouden van de wedden, loonen en pensioenen bij hunne uitbetaling;

4° De supertaxe.

§ 2. — Voor de jaren 1924 tot 1928 mogen de opcentiemen of de taxes welke deze laatste vervangen, voor de provinciën niet 15 honderdsten van de cedulaire belastingen en voor de gemeenten niet 60 honderdsten van die belastingen overschrijden.

Cependant, en ce qui concerne les provinces ou les communes qui justifient d'impérieuses nécessités budgétaires, les dites quotités peuvent être augmentées au maximum d'un tiers par Arrêté royal motivé, contresigné par le Ministre des Finances et par son Collègue de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Lorsque les additionnels ou taxes en tenant lieu dépassent 15 centièmes pour les provinces et 60 centièmes pour les communes, l'excédent n'est pas déductible des impôts cédulaires, en vertu de l'article 52 des lois coordonnées.

§ 3. — Par dérogation aux dispositions des §§ 1 et 2, les communes peuvent aussi être autorisées à établir :

1° Une taxe spéciale calculée au prorata du revenu cadastral des immeubles situés sur leur territoire à l'effet de couvrir les dépenses de voirie; cette taxe ne peut toutefois être supérieure au dixième du dit revenu pour les propriétés bâties ou les terrains à bâtir sis dans les agglomérations urbaines et au vingtième pour les autres propriétés non bâties;

2° Une taxe spéciale sur les traitements, salaires ou pensions des personnes habitant la commune. Cette imposition ne peut excéder le quart de la taxe professionnelle afférente aux dits revenus.

§ 4. — Les additionnels ou les taxes en tenant lieu doivent, le cas échéant, être répartis proportionnellement sur les différents impôts.

ART. 5.

L'article 87 de la loi du 28 août 1921

Echter, wat de provinciën of de gemeenten betreft die dringende begrotingsbehoeftenbewijzen, mogengemelde quotiteiten met ten hoogste één derde vermeerderd worden bij met redenen omkleed Koninklijk besluit, tegenge-teekend door den Minister van Financiën en door zijn ambtgenoot van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Wanneer de opcentiemen of taxes welke dezelve vervangen 15 honderdsten voor de provinciën en 60 honderdsten voor de gemeenten overtreffen, mag het hoogere bedrag niet van de cedulaire belastingen afgetrokken worden, krachtens artikel 52 der geordende wetten.

§ 3. — In afwijking van de bepalingen der §§ 1 en 2, mogen de gemeenten ook gemachtigd worden tot het vestigen van :

1° Eene bijzondere taxe berekend in verhouding tot het kadastraal inkomen van de op hun grondgebied gelegen onroerende goederen, om de wegenisuitgaven te bestrijden; die taxe mag nochtans niet meer bedragen dan één tiende van gemeld inkomen voor de gebouwde eigendommen of de in de stedelijke agglomeraties gelegen bouwgronden, en dan één twintigste voor de andere ongebouwde eigendommen;

2° Eene bijzondere taxe op de wedden, loonen of pensioenen van de personen die de gemeente bewonen. Die aanslag mag niet één vierde overschrijden van de bedrijfsbelasting op gemelde inkomsten.

§ 4. — De opcentiemen of de taxes welke dezelve vervangen moeten, desgevallende, evenredig over de verschillende belastingen omgeslagen worden.

ART. 5.

Artikel 87 der wet van 28 Augustus

est remplacé par la disposition suivante :

Les provinces et les communes peuvent établir des additionnels à l'impôt sur le mobilier.

Pour les années 1924 à 1928, ces additionnels ne peuvent dépasser 15 centimes pour les provinces et 60 centimes pour les communes.

ART. 6.

Lorsque le taux des additionnels communaux pour chacun des *impôts directs* n'excède pas 25, l'approbation de la Députation permanente est suffisante.

ART. 7.

Les mots « au profit exclusif de l'État » sont supprimés dans le 2° alinéa du § 1^{er} de l'art. 34 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1924.

1921 wordt vervangen door de volgende bepaling :

De provinciën en de gemeenten mogen opcentiemen op de belasting op het mobilair vestigen.

Voor de jaren 1924 tot 1928 mogen die opcentiemen voor de provinciën niet 15 centiemen en voor de gemeenten niet 60 centiemen overschrijden.

ART. 6.

Wanneer het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen voor elk van de *rechtstreekse belastingen* niet 25 overtreft, dan volstaat de goedkeuring van de bestendige deputatie.

ART. 7.

In het 2° lid van § 1 van artikel 34 der geordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten vervallen de woorden « uitsluitend ten bate van den Staat ».

Gegeven te Brussel, den 10 Juli 1924.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

P. POULLET.